

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

État – Direction départementale des territoires des Hautes-Pyrénées

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur départemental des Territoires des Hautes-Pyrénées
(Arrêté préfectoral n° 65-2026-03-02-00003 du 2/03/2026 portant délégation de
signature à M. Malik AÏT-AÏSSA - ordonnancement secondaire et marchés publics)

Objet de la consultation

*Forêt domaniale RTM du CAPET
Marché public de services - procédure adaptée
Prestation de gardiennage de la base-vie RTM du Capet
Années 2026 à 2029*

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 08/06/2026 à 12h00 (heure locale de l'adresse du
RMO)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

1. CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION.....	3
2. CONTENU DU DCE (dossier de consultation).....	4
3. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES.....	4
4. MODIFICATIONS DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
5. GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE.....	5
6. CONTENU DES PLIS À TRANSMETTRE.....	5
7. DÉMATÉRIALISATION DE LA CONSULTATION.....	7
8. MODALITÉS DE DÉPÔT DES PLIS.....	8
9. VARIANTES /OPTIONS / PSE.....	9
10. CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES ET D'ATTRIBUTION DES OFFRES.....	9
11. NÉGOCIATION ÉVENTUELLE.....	10
12. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES COMPLÉMENTAIRES....	10
13. MODALITÉ DE SIGNATURE.....	10
14. PROCÉDURES DE RECOURS.....	10

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

1. CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION

La consultation consiste en :

- Assurer le gardiennage de la base-vie du Capet sur une période comprise entre la fin mai et la mi-novembre, pendant les années 2026 à 2029 ;
- Assurer un service de restauration pour les personnels intervenant sur le site du Capet, hébergés à la base-vie, qu'ils soient salariés de l'ONF ou d'entreprises externes ;
- Assurer le nettoyage et l'entretien courants des divers locaux de la base de vie du chantier destinés à l'hébergement des ouvriers (cuisine, sanitaire, salle commune, réserve en eau, groupe électrogène) hors chambres des ouvriers ;
- Assurer la gestion de l'approvisionnement de la base-vie : aliments servant de base à l'élaboration des repas, eau, carburant, et gestion et évacuation des déchets liés aux repas / ménage.
- Participer aux opérations de remise en service de la base-vie au printemps et aux opérations d'hivernage à l'automne.
- La base-vie est occupée régulièrement par 3 à 6 ouvriers (en plus du prestataire), occasionnellement plus (capacité pouvant être portée à 9 ouvriers sur des périodes très restreintes).

1-1 Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du CCP.

1-2 Décompositions en lots et en tranches

le marché se compose d'une tranche ferme : l'année 2026, ainsi que de trois tranches conditionnelles.

1-3 Durée du marché et délais d'exécution

Le présent marché est conclu pour une durée de 4 ans.

Le délai d'exécution du marché démarre à la notification du marché, pour prendre fin au plus tard au 31 décembre 2029 :

1-4 Modalités essentielles de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes et solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-4 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les paiements seront réalisés par virement bancaire.

1-5 Nomenclatures du CPV

Le code CPV principal est : 55100000-0 : Services d'hébergement touristique

Le code CPV secondaire : 55200000-7 : Services de restauration

2. CONTENU DU DCE (dossier de consultation)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le règlement de la consultation (RC)
- le cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes (CCAP)
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP)
- le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (BDPGF)
- le Détail Quantitatif estimatif,
- le Guide des bonnes pratiques Hélicoptage de l'OPPBTP
- l'attestation sur l'honneur de prise de connaissance du Guide des bonnes pratiques Hélicoptage de l'OPPBTP,
- le cadre de réponse technique
- l'annexe document à fournir

3. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

4. MODIFICATIONS DE DÉTAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

5. GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

6. CONTENU DES PLIS À TRANSMETTRE

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

6-1 Pièces de candidatures :

- Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

* Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché

* Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP seront exclus;

- Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- * Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - * Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances
- Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

- Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

- * Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

A - Expérience :

La présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.

B - Capacités professionnelles :

- * L'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de conduite des travaux de même nature que celle du marché ;

- * Les certificats de qualifications professionnelles suivants :

- _____

- * Les certificats de qualité ci-après, délivrés par des organismes indépendants fondés sur les normes européennes :

- _____

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

C - Capacités techniques :

- * Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années ;
- * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (notamment en cas de sous-traitance). Dans cette hypothèse, le candidat apporte les justifications des capacités du ou des opérateurs économiques en cause et produit un engagement écrit de ce ou ces derniers justifiant qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

- Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation

6-2 Pièces d'offre :

Le dossier d'offre des entreprises contient les pièces suivantes :

- l'acte d'engagement et ses annexes à compléter et à signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat,
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes (CCTP)
- le cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes (CCAP)
- le Détail Quantitatif Estimatif dûment complété,
- le bordereau de prix signé et approuvé par le candidat
- l'attestation sur l'honneur de prise de connaissance du Plan Général Simplifié de Coordination en matière de SPS
- le cadre de réponse technique renseigné,
- les pièces demandées dans la liste des pièces à fournir,
- Fiche DAS des produits d'entretien utilisés

3. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

7. DÉMATÉRIALISATION DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur par le biais de la plateforme: <http://marches-publics.fr> sous la référence publique DDT65_GARDIENNAGE-CAPET-2026-2029

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

8. MODALITÉS DE DÉPÔT DES PLIS

Le dépôt des offres se fait par voie électronique sur le profil d'acheteur par le biais de la plateforme: <http://marches-publics.fr> sous la référence publique DDT65-GARDIENNAGE-CAPET-2026-2029

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction départementale des territoires des Hautes-Pyrénées (65)

SEREF/BBCA

3, rue Lordat – BP 1349

65013 TARBES

Copie de sauvegarde pour : **Travaux d'alimentation en eau potable d'une base de vie - 2025 (Hautes-Pyrénées) – lot 1**

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

9. VARIANTES /OPTIONS / PSE

SANS OBJET

10. CRITÈRES DE SÉLECTION DES CANDIDATURES ET D'ATTRIBUTION DES OFFRES

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d’ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

Les offres anormalement basses sont définies à l’article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l’article R.2152-1 du CCP.

Le RMO prévoit une négociation des offres. Toutefois, il se réserve la possibilité d’attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
<p>Critère Prix</p> <p>Le critère prix sera analysé au regard de l’offre la plus basse sur la base du détail quantitatif estimatif</p> <p>sur 40 points au regard de l'offre économiquement la plus avantageuse déterminée sur la base du DQE.</p>	40 %
<p>Critère Technique</p> <p>le critère technique sera analysé sur 60 points au regard du cadre de réponse technique avec :</p> <ul style="list-style-type: none">- 40 points les moyens humains: constitution de l’équipe, expérience,- 10 points pour les fournitures- 10 points pour les qualifications hygiène et sécurité	60 %

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette

décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

11. NÉGOCIATION ÉVENTUELLE

Une négociation pourra être menée avec les 3 offres les mieux placées.

12. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par voie électronique à l'adresse suivante : PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

13. MODALITÉ DE SIGNATURE

Signature papier avec envoi électronique sur le profil acheteur.

14. PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Pau

Adresse : 50 cours Lyautey - BP 43

Code postal : 64010 Ville : PAU Cedex

Pays (*autre que France*) :

Téléphone : 05.59.84.94.40 Télécopieur : 0559024993

Courriel : greffe.ta@juradm.fr